Le président du Burundi a porté plainte suite à un reportage de France 3

@rib News, 16/03/2016 â€“ Source AFP Le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunzia a portÃ© plainte devant le Tribunal de grande instance de Paris "pour diffamation" aprÃ¨s la diffusion par France 3 Ã la mi-janvier d'une vidÃ©o montrant de prÃ©tendues exactions au Burundi, a-t-on appris mercredi auprÃ¨s d'un de ses avocats. "La plainte a Ã©tÃ© dÃ©posÃ©e le 1 fÃ©vrier pour diffamation avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction du TGI (Tribunal de grande instance) de Paris. Pierre Nkurunziza s'est constituÃ© en qualitÃ© de prÃ©sident du Burundi et de reprÃ©sentant de l'Etat", a dÃ©clarÃ© Me Arthur Vercken (photo), joint en France par tÃ©lÃ©phone depuis Nairobi.

France 3 avait prÃ©sentÃ© dans un sujet de son journal du 13 janvier une vidÃ©o montrant des actes de mutilation qui s'Ã©taient dÃ©roulÃ©s, selon la chaÃ®ne, dans la province de Karuzi (centre-est) deux jours plus tÃ´t. Elle avait ensuite dÃ» prÃ©senter ses excuses, aprÃ¨s avoir constatÃ© qu'il s'agissait d'images plus anciennes et tournÃ©es dans un pays d'Afrique de l'ouest. "Un minimum de vÃ©rifications aurait permis aux journalistes de France 3 de constater que ces images circulaient depuis un bon moment et qu'on y parlait une langue du Niger plutÃ´t que du Burundi", a expliquÃ© l'avocat franÃ§ais. "Deux lignes d'excuses alors que qu'ils parlaient de preuves absolues d'exactions commises sous la responsabilitÃ© du gouvernement aux heures de grande Ã©coute, Ã§a n'est pas la mÃªme chose", a-t-il justifiÃ©. Le prÃ©side burundais demande donc "l'ouverture d'une enquÃªte pour que soient identifiÃ©es les personnes qui sont responsables de la diffusion de cette vidÃ©o, qu'elles soient mises en examen et renvoyÃ©es devant un tribunal pour Ãªtre jugÃ©es", a martelÃ© Me Vercken. Le Burundi est plongÃ© dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, qu'il a obtenu en juillet, en violation selon l'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de son propre camp de la Constitution et de l'accord d'Arusha, qui a mis fin Ã la guerre civile de 1993-2006. Les violences ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 250.000 personnes Ã quitter le pays.